

Le financement de la Banque mondiale et de l'IDA

Les prêts consentis par la Banque sont fonction de son capital, tant versé qu'exigible, et de ses bénéfices non répartis. Pour pouvoir continuer ses programmes de crédit, elle doit de temps à autre accroître ses ressources, en négociant ce qu'on appelle une augmentation générale du capital (AGC). Par le passé, le capital de la Banque augmentait au même rythme que la quote-part exigée par le FMI. Lors de la dernière augmentation de la quote-part en 1983, le capital de la Banque est demeuré inchangé. À la fin de juin 1986, le total du capital souscrit était de 77,5 milliards de dollars, dont 6,7 milliards (8,6 p. 100) en capital d'apport. Le reste du capital exigible est utilisé par la Banque, parallèlement au capital d'apport et aux réserves, à titre de nantissement des fonds empruntés sur divers marchés de capitaux, fonds qui, à leur tour, sont débloqués pour financer des prêts aux pays du Tiers monde.

Les États-Unis soutiennent qu'il n'est pas encore nécessaire de procéder à une AGC, une opinion qui se justifie en partie si l'on considère le rendement passé. La Banque mondiale, de son côté, estime que ses engagements ont diminué de près de 5 p. 100 en 1985 par rapport à 1984. La Banque a attribué cette baisse à la stagnation économique persistante et aux problèmes de conception des projets, la mobilisation des ressources intérieures et la solvabilité des pays en voie de développement. D'autres, reprochant à la Banque le désintéressement dont elle avait fait preuve à l'égard du problème de la dette, soutiennent au contraire qu'une augmentation générale du capital est absolument nécessaire si l'on veut que la Banque puisse accroître ses prêts de façon substantielle. M. Persaud a justifié cette augmentation en arguant que les pays en développement s'attendaient à voir au moins doubler les prêts de la Banque.

La Banque a en fait déjà commencé à multiplier ses prêts et prévu de les doubler d'ici 1990 par rapport à leur niveau de 1985. En 1986 déjà, le montant de ses prêts dépassait de 16 p. 100 celui de 1985, atteignant le chiffre record de 13,8 milliards de dollars. Un programme élargi de prêts totalisant 50 milliards de dollars a été approuvé pour les trois prochaines années et le niveau prévu des prêts annuels de 21,5 milliards de dollars devrait être atteint d'ici 1990. Les ministres du Comité d'aide au développement réunis en avril 1986 ont demandé que les activités de la Banque ne soient pas limitées par manque de capital. M. Conable a dit qu'il s'attendait à « une augmentation quasi constante des prêts dans les années à venir ». Si l'on veut que la Banque soit en mesure d'accroître ses activités de prêts de moitié d'ici quatre ans, elle aura besoin d'une importante AGC. La dernière remonte en effet à 1980, l'augmentation de 1984 ayant été « sélective » puisqu'elle n'a fait intervenir que 15 pays.

Il existe une autre raison qui justifierait l'opportunité d'une augmentation des prêts de la Banque mondiale. En effet, pour la première fois depuis la création de cette banque, les remboursements (intérêts et principal) dus par les pays du Tiers monde ont maintenant une valeur égale ou supérieure aux nouveaux prêts. Il n'y a à cela aucun inconvénient de principe. En pratique, toutefois, le moment est mal choisi pour faire bénéficier la Banque mondiale, et non les pays du Tiers monde, d'un apport net de capitaux.

Plusieurs témoins ont rappelé au Comité que la négociation d'une AGC est une entreprise laborieuse qui peut durer jusqu'à deux ans. Les auteurs du rapport de